



MAYENNE
communauté

Service Public d'assainissement Non Collectif

Rapport annuel sur le prix et la qualité des services

Exercice 2022

(Application de l'article L2224-5 du code général des collectivités territoriales et du décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement)

Préambule

Conformément à l'article L2224-5 du code général des collectivités territoriales, le Président de l'EPCI présente à son assemblée délibérante un rapport annuel au plus tard dans les 9 mois suivant la clôture de l'exercice concerné.

Chaque commune membre de la Communauté de Communes de Mayenne Communauté est destinataire de ce présent rapport. Le Maire doit présenter ce rapport à son conseil municipal au plus tard dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice.

Pour les communes de plus de 3500 habitants, le rapport est mis à la disposition du public dans les 15 jours qui suivent sa présentation ou son adoption devant le conseil municipal. Le public est avisé par le maire par voie d'affiche apposée en mairie pendant au moins un mois.

Les objectifs recherchés à travers ce bilan, sont essentiellement l'information de la population sur la gestion et le fonctionnement du service public d'assainissement non collectif, la transparence financière et l'amélioration du service rendu.

Mayenne Communauté est née au 1er janvier 2016 de la fusion des Communautés de Communes de Le Horps-Lassay (CCHL) et du Pays de Mayenne (CCPM). Sur le territoire de l'ex CCPM, le SPANC est en régie. Pour le territoire de l'ex CCHL, une convention avec le SIAEPAC de la Fontaine Rouillée est en cours.

Quelques définitions

SPANC : Service Public d'Assainissement Non Collectif

Assainissement non collectif ou ANC : « Système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement et l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement ».

I - Présentation générale du service

1 - Cadre réglementaire

La loi d'Engagement National portant sur l'Environnement du 12 juillet 2010 a modifié la réglementation en matière d'assainissement non collectif, en particulier, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et l'environnement, justifiant, le cas échéant, la réalisation de travaux, ainsi que le contenu du document remis à l'issue du contrôle. Ils seront définis par arrêté.

Les autres points principaux sont :

- La simplification des dispositions en matière de contrôle,
- Des précisions sur les travaux de réhabilitation,
- Une meilleure articulation entre le contrôle du SPANC et permis de construire ou d'aménager,
- Une modification du délai maximal entre 2 contrôles périodiques : 10 ans au lieu de 8 ans
- Une information du futur acquéreur en cas de vente immobilière
- Des agréments des dispositifs de traitement,

Les autres principaux textes réglementaires relatifs à l'assainissement non collectif sont rappelés ci-après :

- # Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- # Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,
- # Décret n°2012-274 du 28 février 2012 relatif à certaines corrections à apporter au régime des autorisations d'urbanisme,
- # Arrêté du 22 juin 2007, sur les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement de plus de 20 EH,
- # Arrêté du 7 septembre 2009 sur les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅,
- # Arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif,
- # Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅,
- # Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif,
- # Articles R*111-1-1 et L271-4 du Code de la construction et de l'habitat relatifs à la délivrance et à la demande des permis de construire,
- # Articles L.1331-1 à L.1331-16 du Code de la santé publique relatifs à la salubrité des agglomérations,
- # Articles L.2224-6 à L.2224-22 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux services d'assainissement municipaux,
- # Articles R.2333-121 à R.2333-132 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux redevances d'assainissement,
- # Arrêté du 19 juillet 1960 modifié par l'arrêté du 28 janvier 1986 relatif au raccordement des immeubles sur égout,

2 - Missions

Le SPANC de la Communauté de Communes de Mayenne Communauté a pour missions :

- le contrôle de la conception, de l'implantation et de la réalisation des ouvrages pour les installations neuves ou réhabilitées ;
- le contrôle diagnostic et de bon fonctionnement pour les installations existantes ;
- le contrôle pour ventes

Il ne s'est pas doté de compétences facultatives telles que l'entretien et la réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectif.

Le service est exploité en régie avec du personnel de la Communauté sur le territoire de l'ex CCPM. Pour le territoire de l'ex CCHL, une convention avec le SIAEPAC de la Fontaine Rouillée est en cours pour les contrôles pour vente et de réalisation.

3 - Périmètre d'activité

Le périmètre d'intervention du SPANC concerne l'ensemble de la Communauté de Communes de Mayenne Communauté, soit les 33 communes.

➤ Répartition par communes des installations ANC :

Communes	Superficie commune en km ²	Population Totale (au 1 ^{er} janvier 2019)	Installation répertoriées au 31 décembre 2022
ALEXAIN	16,24	615	109
ARON	32,85	1869	267
BELGEARD	13,01	597	110
CHAMPEON	21,2	606	182
CHARCHIGNE	14,9	470	99
COMMER	22,97	1281	193
CONTEST	22,96	877	220
GRAZAY	14,8	638	148
HARDANGES	18,5	206	107
JUBLAINS	36,01	767	216
LA BAZOGE MONTPINCON	8,44	1075	101
LA CHAPELLE AU RIBOUL	13,1	517	118
LA HAIE TRAVERSAINE	10,7	478	105
LASSAY LES CHATEAUX	57,6	2292	531
LE HORPS	23,3	738	205
LE HOUSSEAU BRETIGNOLLES	9,31	237	87
LE RIBAY	17,4	475	127
MARCILLE LA VILLE	26	785	147
MARTIGNE SUR MAYENNE	31,61	1942	222
MAYENNE	19,88	13503	131
MONTREUIL POULAY	16,2	381	130
MOULAY	8,7	1007	67
PARIGNE SUR BRAYE	9	863	94
PLACE	25,25	360	96
RENNES EN GRENOUILLES	7,9	105	69
SACE	12,46	508	101
SAINT JULIEN DU TERROUX	11,3	232	118
SAINTE MARIE DU BOIS	11,3	231	126
ST BAUELLE	7,17	1203	111
ST FRAIMBAULT DE PRIERES	16,85	1020	200
ST GEORGES BUTTAVENT	36,87	1452	270
ST GERMAIN D'ANXURE	10,35	373	69
THUBOEUF	13,9	288	128
CM	618	37 991	5 004

Le SPANC a en charge le contrôle de 5004 installations répertoriées au 31 décembre 2022.

4 – Population desservie

D'après le tableau ci-dessus on peut estimer la population desservie par le service d'assainissement non collectif à 11 259 habitants¹. Le service dessert donc environ 30 % de la population du territoire de la Communauté de Communes.

II - Indicateurs techniques

Sur l'ensemble des missions dévolues au SPANC, la Communauté de Communes de Mayenne Communauté, pour le territoire de l'ex CCPM :

- exerce en régie les contrôles de conception, d'implantation et de réalisation des installations nouvelles et réhabilitées ainsi que les contrôles pour ventes
- a confié au Cabinet BEDAR les missions de contrôles de diagnostic et de bon fonctionnement des installations existantes. La majorité des installations ont été contrôlées en 2009
- exerce en régie les contrôles périodiques

Pour le territoire de l'ex CCHL :

- le SIAEPAC de la Fontaine Rouillée a une convention pour exercer en régie les contrôles de réalisation des installations nouvelles et réhabilitées ainsi que les contrôles pour ventes
- les missions de contrôles de diagnostic et de bon fonctionnement des installations existantes ont été réalisées par le SIAEPAC de la Fontaine Rouillée jusqu'en 2013. Pour l'année 2014, ces contrôles ont été confiés au cabinet Hydratop.

¹ Ce chiffre a été obtenu en multipliant le nombre d'installations répertoriées par la taille moyenne des ménages de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne qui est de 2,25 (source : Rapport de présentation du PLUI de Mayenne Communauté – Janvier 2020)

1 - Contrôle de conception, d'implantation et de réalisation

➤ Contrôle de conception :

En 2022, le SPANC a examiné 66 projets d'installations neuves soit 13 de moins que l'année précédente.

Communes	Nombre de Contrôles de Conception en 2018	Nombre de Contrôles de Conception en 2019	Nombre de Contrôles de Conception en 2020	Nombre de Contrôles de Conception en 2021	Nombre de Contrôles de Conception en 2022	N_N-1
ALEXAIN	1	3	1	0	0	0
ARON	8	3	2	7	3	-4
BELGEARD	2	1	0	6	3	-3
CHAMPEON	3	6	2	2	3	1
CHARCHIGNE	0	2	4	3	1	-2
COMMER	5	4	3	3	3	0
CONTEST	1	4	4	2	0	-2
GRAZAY	1	3	2	1	0	-1
HARDANGES	1	3	0	3	3	0
JUBLAINS	3	1	3	2	0	-2
LA BAZOGE MONTPINCON	1	1	4	1	2	1
LA CHAPELLE AU RIBOUL	1	1	3	0	0	0
LA HAIE TRAVERSAINE	1	0	0	2	1	-1
LASSAYLES CHATEAUX	5	5	7	7	7	0
LE HORPS	2	3	6	4	3	-1
LE HOUSSEAU BRETIGNOLLES	0	3	4	0	3	3
LE RIBAY	1	2	2	1	4	3
MARCILLE LA VILLE	3	1	0	3	1	-2
MARTIGNE SUR MAYENNE	4	6	6	4	10	6
MAYENNE	3	1	1	2	2	0
MONTREUIL POULAY	4	0	4	4	1	-3
MOULAY	2	1	1	2	3	1
PARIGNE SUR BRAYE	1	1	1	4	1	-3
PLACE	2	2	0	0	1	1
RENNES EN GRENOUILLE	3	3	1	0	1	1
SACE	5	3	1	0	1	1
ST BAUELLE	4	3	1	3	1	-2
ST FRAMBAULT DE PRIERES	1	1	3	1	1	0
ST GEORGES BUTTAVENT	6	3	5	7	4	-3
ST GERMAIN D'ANXURE	1	0	0	0	0	0
ST JULIEN DU TERROUX	0	0	1	4	0	-4
STE MARIE DU BOIS	1	2	3	1	2	1
THUBOEUF	1	2	6	0	1	1
MC	77	74	81	79	66	-13

➤ **Contrôle de réalisation (bonne exécution) :**

Le contrôle de la bonne exécution des ouvrages est réalisé à la demande du propriétaire ou de l'entreprise qui réalise les travaux.

Communes	Dossier contrôlés en 2018	Dossier contrôlés en 2019	Dossier contrôlés en 2020	Dossier contrôlés en 2021	Dossier contrôlés en 2022	N_N-1
ALEXAIN	1	4	1	1	0	-1
ARON	15	4	3	1	6	5
BELGEARD	1	1	1	3	3	0
CHAMPEON	1	7	1	2	3	1
CHARCHIGNE	1	2	3	2	1	-1
COMMER	6	4	3	2	4	2
CONTEST	6	5	3	3	0	-3
GRAZAY	1	2	2	3	0	-3
HARDANGES	1	1	0	0	4	4
JUBLAINS	5	2	3	0	0	0
LA BAZOGE MONTPINCON	1	2	1	2	2	0
LA CHAPELLE AU RIBOUL	2	1	2	1	0	-1
LA HAIE TRAVERSAINE	6	0	0	0	1	1
LASSAY LES CHATEAUX	5	3	5	9	5	-4
LE HORPS	3	2	7	3	3	0
LE HOUSSEAU BRETIGNOLLES	0	1	5	1	1	0
LE RIBAY	1	1	2	0	2	2
MARCILLE LA VILLE	5	3	0	1	1	0
MARTIGNE SUR MAYENNE	2	5	6	2	6	4
MAYENNE	1	0	1	1	3	2
MONTREUIL POULAY	2	1	4	3	2	-1
MOULAY	3	2	1	3	2	-1
PARIGNE SUR BRAYE	1	2	2	1	1	0
PLACE	2	1	1	1	0	-1
RENNES EN GRENOUILLE	3	2	1	0	0	0
SACE	0	4	2	0	0	0
ST BAUELLE	4	2	1	3	0	-3
ST FRAMBAULT DE PRIERES	3	1	2	3	1	-2
ST GEORGES BUTTAVENT	5	6	4	3	6	3
ST GERMAIN D'ANXURE	2	1	0	5	1	-4
ST JULIEN DU TERROUX	1	0	0	0	0	0
STE MARIE DU BOIS	0	0	4	2	2	0
THUBOEUF	1	0	3	3	0	-3
MC	91	72	74	64	60	-4

Lors de l'envoi de l'avis du SPANC aux propriétaires, il est demandé aux particuliers de prévenir 1 semaine à l'avance le choix de la date du contrôle en s'assurant de laisser les tuyaux d'épandage visible.

Le nombre de dossier contrôlés correspond au nombre de visites effectuées avec attestations de contrôle délivrées :

En 2022, 60 installations ont été contrôlées.

2 - Contrôle Diagnostic et de bon fonctionnement

24 contrôles de diagnostic et de bon fonctionnement ont eu lieu, sur le territoire de Mayenne Communauté, en 2022.

Cela concerne 6 communes (ALEXAIN, CHAMPEON, CONTEST, LA CHAPELLE AU RIBOUL, LASSAY LES CHATEAUX, SAINT FRAIMBAULT DE PRIERES). Il s'agit de propriétés qui n'ont jamais été contrôlées par le SPANC pour diverses raisons.

3 – Contrôle pour ventes :

Depuis le 1^{er} janvier 2011, conformément à la loi Grenelle II, le SPANC réalise des contrôles pour ventes :

➤ Nombre d'installations contrôlées :

En 2022, 85 installations ont été contrôlées pour ventes soit 51 de moins que l'année précédente.

Communes	Nombre contrôles pour Ventes en 2018	Nombre contrôles pour Ventes en 2019	Nombre contrôles pour Ventes en 2020	Nombre contrôles pour Ventes en 2021	Nombre contrôles pour Ventes en 2022	N_N-1
ALEXAIN	0	4	6	2	0	-2
ARON	2	4	1	11	4	-7
BELGEARD	5	1	3	1	1	0
CHAMPEON	6	7	4	4	2	-2
CHARCHIGNE	1	4	1	0	1	1
COMMER	6	3	7	7	3	-4
CONTEST	2	3	4	8	2	-6
GRAZAY	2	4	1	7	2	-5
HARDANGES	4	3	5	4	0	-4
JUBLAINS	3	3	5	6	5	-1
LA BAZOGE MONTPINCON	2	1	1	4	3	-1
LA CHAPELLE AU RIBOUL	6	1	2	6	1	-5
LA HAIE TRAVERSAINE	1	2	6	5	0	-5
LASSAY LES CHATEAUX	8	4	12	18	8	-10
LE HORPS	4	5	6	9	9	0
LE HOUSSEAU BRETIGNOLLES	1	2	1	0	2	2
LE RIBAY	5	3	5	3	3	0
MARCILLE LA VILLE	6	1	1	2	2	0
MARTIGNE SUR MAYENNE	4	4	1	1	7	6
MAYENNE	4	4	1	0	0	0
MONTREUIL POULAY	1	4	1	1	3	2
MOULAY	2	2	5	2	0	-2
PARIGNE SUR BRAYE	1	7	1	2	0	-2
PLACE	1	0	3	4	1	-3
RENNES EN GRENOUILLE	1	1	0	2	1	-1
SACE	1	1	4	4	0	-4
ST BAUELLE	1	0	2	1	2	1
ST FRAIMBAULT DE PRIERES	2	5	4	6	9	3
ST GEORGES BUTTAVENT	6	2	4	6	8	2
ST GERMAIN D'ANXURE	0	2	1	4	0	-4
ST JULIEN DU TERROUX	2	2	3	3	3	0
STE MARIE DU BOIS	4	4	3	3	1	-2
THUBOEUF	1	2	0	0	2	2
MC	95	95	104	136	85	-51

4 – Contrôle Périodique :

Le contrôle périodique permet de vérifier sur la durée que l'installation d'assainissement non collectif est adaptée et de vérifier la réalisation régulière des opérations d'entretien des dispositifs de prétraitement (traitement primaire) notamment, la réalisation de la vidange ainsi que la destination des matières de vidange.

Le contrôle vise à vérifier sur place les modifications intervenues depuis le précédent contrôle, à repérer l'accessibilité, les défauts d'entretien et d'usure et constater l'absence de risques de pollution de l'environnement, de dangers pour les personnes.

D'après l'article 13-2 du règlement de service, le contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif est réalisé tous les 6 ans.

En 2021, le service a commencé le 2^{ème} cycle de contrôle périodique.

➤ Nombre d'installations contrôlées :

En 2022, 553 contrôles périodiques ont été effectués sur les communes de ALEXAIN, CHAMPEON, CONTEST, LA CHAPELLE AU RIBOUL, LA HAIE TRAVERSAINE, LASSAY LES CHATEAUX, LE HOUSSEAU BRETIGNOLLES, MARCILLE LA VILLE, PARIGNE sur BRAYE, St GERMAIN D'ANXURE et SAINT JULIEN DU TERROUX dans le cadre de la programmation du service.

A l'issue des contrôles périodiques, les installations sont classées suivant la grille de l'arrêté du 27 avril 2012.

Depuis l'arrêté du 27 avril 2012, quatre conclusions peuvent être données par le SPANC suite à un contrôle de bon fonctionnement :

- Absence d'installation
- Installation non conforme
- Installation présentant des défauts d'entretien
- Installation ne présentant pas de défaut.

➤ Bilan des contrôles périodiques :

	Classification selon grille arrêté du 27 avril 2012												Nombre de contrôle périodiques réalisés	Nombre total d'installation
	Absence d'installati on		Non conforme selon article 4 – cas a		Non conforme selon		Non conforme selon Article		Défaut entretien ou usure		Présentant pas de défaut			
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%		
ALEXAIN	2	1,8%	17	15,6%	0	0,0%	33	30,3%	27	24,8%	8	7,3%	87	109
ARON	6	2,2%	28	10,5%	0	0,0%	78	29,2%	44	16,5%	21	7,9%	177	267
BELGEARD	3	2,7%	14	12,7%	0	0,0%	25	22,7%	36	32,7%	12	10,9%	90	110
CHAMPEON	5	2,7%	30	16,5%	0	0,0%	54	29,7%	43	23,6%	10	5,5%	142	182
CHARCIGNE	8	8,1%	14	14,1%	0	0,0%	29	29,3%	13	13,1%	11	11,1%	75	99
COMMER	3	1,6%	26	13,5%	0	0,0%	42	21,8%	49	25,4%	4	2,1%	124	193
CONTEST	2	0,9%	31	14,1%	0	0,0%	47	21,4%	96	43,6%	23	10,5%	199	220
GRAZAY	7	4,7%	23	15,5%	0	0,0%	32	21,6%	36	24,3%	14	9,5%	112	148
HARDANGES	10	9,3%	16	15,0%	0	0,0%	30	28,0%	9	8,4%	9	8,4%	74	107
JUBLAINS	13	6,0%	34	15,7%	0	0,0%	45	20,8%	53	24,5%	29	13,4%	174	216
LA BAZOGE MONTPINCON	1	1,0%	9	8,9%	0	0,0%	38	37,6%	17	16,8%	22	21,8%	87	101
LA CHAPELLE AU RIBOUL	5	4,2%	11	9,3%	0	0,0%	41	34,7%	35	29,7%	3	2,5%	95	118
LA HAIE TRAVERSAINE	4	3,8%	13	12,4%	1	1,0%	29	27,6%	29	27,6%	12	11,4%	88	105
LASSAY LES CHATEAUX	19	3,6%	83	15,6%	0	0,0%	130	24,5%	111	20,9%	49	9,2%	392	531
LE HORPS													0	205
LE HOUSSEAU BRE.	7	8,0%	12	13,8%	0	0,0%	19	21,8%	13	14,9%	11	12,6%	62	87
LE RIBAY	9	7,1%	26	20,5%	0	0,0%	37	7,0%	8	6,3%	8	6,3%	88	127
MARCILLE LA VILLE	5	3,4%	22	15,0%	0	0,0%	47	32,0%	30	20,4%	6	4,1%	110	147
MARTIGNE SUR MAYENNE	4	0,0%	38	17,1%	0	0,0%	43	19,4%	59	26,6%	19	8,6%	163	222
MAYENNE	3	2,3%	23	17,6%	0	0,0%	48	36,6%	41	31,3%	8	6,1%	123	131
MONTREUIL POULAY	6	4,6%	21	16,2%	0	0,0%	38	29,2%	24	18,5%	13	10,0%	102	130
MOULAY	1	1,5%	8	11,9%	0	0,0%	17	25,4%	13	19,4%	7	10,4%	46	67
PARIGNE SUR BRAYE	2	2,1%	12	12,8%	0	0,0%	27	28,7%	19	20,2%	16	17,0%	76	94
PLACE	5	5,2%	19	19,8%	0	0,0%	17	17,7%	25	26,0%	9	9,4%	75	96
RENNES EN GRENOUILLES	7	10,1%	17	24,6%	0	0,0%	7	10,1%	4	5,8%	16	23,2%	51	69
SACE	2	2,0%	9	8,9%	0	0,0%	21	20,8%	31	30,7%	13	12,9%	76	101
ST BAUELLE	1	0,9%	16	14,4%	0	0,0%	26	23,4%	30	27,0%	10	9,0%	83	111
ST FRIMBAULT DE PRIERES	4	2,0%	13	6,5%	0	0,0%	51	25,5%	37	18,5%	35	17,5%	140	200
ST GEORGES BUTTAVENT	2	0,7%	31	11,5%	0	0,0%	74	27,4%	82	30,4%	28	10,4%	217	270
ST GERMAIN D'ANJURE	1	1,4%	11	15,9%	0	0,0%	24	34,8%	19	27,5%	6	8,7%	61	69
SAINT JULIEN DU TERROUX	8	6,8%	19	16,1%	0	0,0%	42	35,6%	15	12,7%	12	10,2%	96	118
STE MARIE DU BOIS	15	11,9%	17	13,5%	0	0,0%	19	15,1%	15	11,9%	23	18,3%	89	126
THUBOEUF	5	3,9%	29	22,7%	0	0,0%	13	10,2%	27	21,1%	15	11,7%	89	128
MC	175	4,78%	692	18,89%	1	0,03%	1223	33,39%	1090	29,76%	482	13,16%	3663	5004

Sur les 3663 installations contrôlées au 31 décembre 2022 :

- 175, soit 5 % sont en "Absence d'installation"
- 1916, soit 52 % sont en "Installation non-conforme"
- 1090, soit 30 % sont en "Installation présentant des défauts d'entretien"
- 482, soit 13 % sont en "Installation ne présentant pas de défaut"

5 – Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

Cet indicateur permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le SPANC. Il porte sur un indice compris entre 0 et 140. En 2018, l'indice est de 100.

Le tableau ci-dessous précise la décomposition des 100 points retenus pour 2020 :

Liste des critères	Points	Oui / Non
A – Eléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service public d'assainissement non collectif		
Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	20	Oui
Application du règlement de service d'assainissement non collectif approuvé par une délibération.	20	Oui
Pour les installations neuves ou à réhabiliter, la délivrance de rapports de vérification de l'exécution évaluant la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif à l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non Collectif.	30	Oui
Pour les autres installations, la délivrance de rapport de visite établis dans le cadre de la mission de contrôle du fonctionnement et de l'entretien, conformément à l'article 4 de l'arrêté susmentionné.	30	Oui
B – Eléments facultatifs du service public d'assainissement non collectif		
Existence d'un service capable d'assurer la demande du propriétaire des installations	10	Non
Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations.	20	Non
Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange	10	Non

III - Indicateurs financiers

Fixation des tarifs en vigueur au 1^{er} janvier 2023

Le Conseil Communautaire a voté le montant des redevances par délibération du 15 décembre 2022.

Le SPANC constitue un service public à caractère industriel et commercial. Il doit faire l'objet d'instauration de redevances spécifiques nécessaires à l'équilibre du budget. Les redevances concernent toutes les propriétés équipées d'un système d'assainissement non collectif qui font l'objet d'un contrôle et permettent de couvrir les charges de fonctionnement du service.

Contrôles	Tarifs 2019	Tarifs 2020	Tarifs 2021	Tarifs 2022	Tarifs 2023
<i>Examen préalable à la conception</i>	40,00 €	50,00 €	60,00 €	60,00 €	60,00 €
<i>Bonne exécution</i>	60,00 €	70,00 €	80,00 €	90,00 €	90,00 €
<i>Diagnostic de bon fonctionnement</i>	90,00 €	90,00 €	90,00 €	100,00 €	100,00 €
<i>Visite en cas de ventes</i>	80,00 €	90,00 €	100,00 €	200,00 €	200,00 €
<i>Périodique</i>	80,00 €	80,00 €	80,00 €	80,00 €	93,00 €
<i>Déplacement sans intervention</i>	--	50,00 €	50,00 €	50,00 €	50,00 €

Pour l'exercice en cours (2023), il a été décidé d'augmenter le tarif des contrôles périodiques, qui passe de 80 € à 93 €, pour assurer l'équilibre budgétaire du service dimensionné à 2,8 ETP.

Pour 2023, il a été également décidé de majorer à 400 % la pénalité pour obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC. Ainsi, la pénalité pour obstacle à la réalisation du contrôle diagnostic passe de 200 € à 500 € et celle pour obstacle à la réalisation du contrôle périodique passe de 160 € à 465 €.

Le service n'est pas assujéti à la TVA. Les factures sont établies et éditées par le SPANC. Le Trésor Public du Pays de Mayenne expédie les factures et est chargé de l'encaissement des redevances.

ANNEXE

- **Rapport de présentation du Compte Administratif 2022 du budget annexe SPANC**

Rapport de présentation du Compte Administratif 2022 du budget annexe SPANC

SECTION DE FONCTIONNEMENT 2022

Le budget annexe Spanc de l'exercice 2022 enregistre une progression de nos recettes de 3% et parallèlement une progression de nos dépenses de 2,40%. Nous évitons l'effet ciseau et respectons notre objectif de redresser la situation financière du budget en renforçant le service d'un ETP de technicien et en révisant à la hausse notre grille tarifaire conformément à l'engagement pris par délibération du 25/11/2021.

Les recettes propres (hors reprise de résultat antérieur) à l'exercice 2022 s'élèvent à 74 810 € contre 72 620 € en 2021.

Elles enregistrent une progression annuelle de 3% qui s'explique par notre politique tarifaire avec une révision à la hausse de nos tarifs au 01/01/2022 (délibération n° 7 du 25/11/2021).

On note par rapport à 2021 la fin des aides de l'Agence de l'Eau pour les contrôles Neuf (examen préalable de la conception et contrôle de bonne exécution) ce qui entraîne une diminution de recettes annuelles de 5 400 €.

		RECETTES					
chap.	Intitulé	CA 2020	CA 2021	BP 2022	CA 2022	écart en € réalisé 2022/2021	en %
002	Reprise résultat excédentaire			1 146,17			
70	ventes produits	74 810,00	66 640,00	101 600,00	74 230,00	7 590 €	11%
74	Dotations subvention	4 200,00	5 400,00	0,00	0,00	-5 400 €	-100%
77	Recettes exceptionnelles	0,02				0 €	#DIV/0!
042	Opérations d'ordre	580,00	580,00	580,00	580,00	0 €	0%
	TOTAL Recettes	79 590	72 620	103 326	74 810	2 190 €	3%

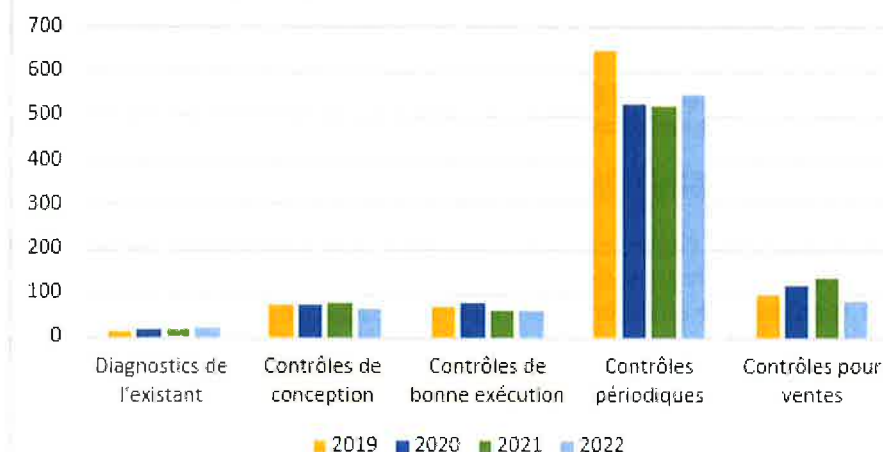
Les redevances : facturées pour 74 230 € avec le détail d'activité ci-après présenté depuis 2019 :

	2019	2020	2021	2022
Diagnostics de l'existant	13	18	17	24
Contrôles de conception	74	77	79	66
Contrôles de bonne exécution	72	79	64	61
Contrôles périodiques	647	529	523	550
Contrôles pour ventes	95	118	136	83
<i>Total activité</i>	<i>901</i>	<i>821</i>	<i>819</i>	<i>784</i>
<i>variation n-1 en %</i>	<i>55,6%</i>	<i>-8,9%</i>	<i>-0,2%</i>	<i>-4,3%</i>

L'activité du service en 2022 a globalement diminué avec des contrôles périodiques plus nombreux (+27) mais des contrôles pour vente en baisse (-53).

Depuis 2021, les tarifs sont révisés annuellement. Ainsi au 01/01/2022 le Conseil Communautaire a décidé d'augmenter de 10 € les tarifs de contrôle de bonne exécution (90 € au lieu de 80 €), du diagnostic de bon fonctionnement (100 € au lieu de 90 €) et de doubler le tarif des visites en cas de vente (200 € au lieu de 100 €).

Évolution de notre activité par prestation



Les opérations d'ordre de 2022 : **580 €**. Il s'agit de l'amortissement des subventions d'équipements reçues.

Les dépenses 2022 s'élèvent à **74 978 €**, elles enregistrent une augmentation de 1 756 €.

DEPENSES							
chap.	Intitulé	CA 2020	CA 2021	BP 2022	CA 2022	écart en € réalisé 2022/2021	en %
011	Charges générales	7 158,24	5 987,21	5 800,00	3 775,23	-2 212 €	-36,95%
012	Charges de personnel	57 506,48	65 181,13	82 316,17	60 679,80	-4 501 €	-6,91%
042	Amortissements	1 894,00	1 894,00	10 524,00	10 523,00	8 629 €	455,60%
65	créances admises en non valeur	160,00	80,00	300,00	0,00	-80 €	-100,00%
67	Charges exceptionnelles	80,00	80,00	100,00	0,00	-80 €	-100,00%
68	Provision pour dépréciation			420,00			
023	Virement à la section d'investissement			3 866,00		0 €	
	TOTAL Dépenses	66 799	73 222	103 326	74 978,03	1 756 €	2,40%

Les charges à caractère général s'élèvent à **3 775 €**. Elles enregistrent une baisse du fait de l'arrêt des prestations confiées au SIAEPAC de Fontaine Rouillée.

Les autres dépenses relèvent de la téléphonie 186 €, des assurances 153 €, de petites fournitures 300 €, de l'entretien du véhicule 182 €, de location de la batterie pour le véhicule électrique 899 €, de la location des vêtements de travail 831 € et d'un abonnement à une revue professionnel pour 818 €. Ces dépenses sont stables par rapport à 2021.

Les charges de personnel, **60 679 €** comprennent :

- ✓ des charges directes pour la rémunération du personnel remboursées au budget général pour 59 601 € (contre 58 162 € en 2021),
- ✓ des charges indirectes de remboursement au SIAEPAC de 1 079 € (contre 7 019 € en 2021 et 15 170 € en 2020) suite à réduction de la mise à disposition du personnel du SIAEPAC sur le territoire de l'ex CCHL désormais uniquement ciblée sur les examens préalable de la conception et les visites en cas de vente (fin de la prestation externalisée pour les contrôles de bonne exécution, et les contrôles périodiques).

Les opérations d'ordre concernent les amortissements pour **10 523 €**

Le résultat de fonctionnement propre à l'exercice 2022 est déficitaire de 168,03 € (602,34 € en 2021)

Le niveau de notre résultat cumulé de 2021 (excédentaire de 1 146,17 €), permet d'atteindre un résultat cumulé de clôture 2022 de la section d'exploitation excédentaire de 978,14 € lequel constituera notre reprise de résultat au budget 2023 par décision modificative.

SECTION D'INVESTISSEMENT 2022

Les dépenses d'investissement réalisées en 2022 se chiffrent à 2 063,63€.

On retrouve l'équivalent en dépense de l'opération d'ordre réalisée en recette de fonctionnement pour 580 €, et l'acquisition de 2 tablettes informatiques à 1 484 €).

Les recettes s'élèvent à 23 573,83 €. Elles comprennent :

- les opérations d'ordre liées aux amortissements pour 10 523 € (correspondance avec la dépense de fonctionnement),
- le FCTVA perçu sur les 2 tablettes informatiques pour 243 € (16,404% de la dépense TTC),
- l'excédent de fonctionnement capitalisé de 2021 pour 12 807,46 €.

A noter la fin de notre rôle de mandataire pour les aides perçues de l'Agence de l'eau à reverser aux particuliers depuis le 1^{er} janvier 2022.

Après intégration du résultat 2021 déficitaire de 12 807,46 €, €, la section d'investissement 2022 laisse apparaître un résultat de clôture au 31/12/2022 excédentaire de 8 702,74 € lequel constituera notre reprise de résultat au budget 2023 par décision modificative.

Envoyé en préfecture le 19/09/2023

Reçu en préfecture le 19/09/2023

Publié le



ID : 053-200055887-20230914-CC14092023_10-DE